Cahiers de l'Urmis

12 | 2009

Circulation migratoire et insertions économiques
précaires en Europe

Editorial

Swanie Potot et Cyril Laudanski

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/775>

DOI : 10.4000/urmis.775

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis

Édition imprimée

Date de publication : 16 juin 2009

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Swanie Potot et Cyril Laudanski, « Editorial », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 12 | juin 2009, mis en ligne le 23 juin 2009, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/775> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/urmis.775>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Editorial

Swanie Potot et Cyril Laudanski

- 1 Les articles présentés dans ce numéro ont tous été exposés par leurs auteurs lors du colloque « Nouvelles dynamiques migratoires : activités régulières et irrégulières sur le marché du travail européen » organisé par l'Urmis à Nice du 6 au 8 décembre 2007 avec le soutien financier du programme ANR JCJC *Migragri*, du programme *New migration dynamics* EUROCORES-ECRP de la Fondation européenne de la Science, de la MSH Nice et du Fond Pascal du Ministère français de la culture.
- 2 Ce colloque s'appuyait sur l'observation selon laquelle, dans un environnement socio-économique en mutation, l'emploi des étrangers revêt de nouvelles formes. Le contexte mondial est en effet marqué par l'augmentation de la concurrence internationale, due parallèlement à l'évolution technologique et à la libéralisation des marchés, et le maintien de flux importants de travailleurs de par le monde. Or, en Europe, aire géographique qui nous intéressait plus particulièrement, cette situation s'est accompagnée, au plan politique, du démantèlement de l'Europe des blocs et de la construction et l'élargissement de l'UE.
- 3 Ces évolutions interrogent depuis plusieurs années déjà la nature même des migrations de travail : si les prestations de service internationales et l'introduction de travailleurs temporaires sont de plus en plus favorisées par la législation européenne ; cela s'accompagne d'un discours politique ferme de contrôle des frontières et d'une volonté fréquemment affichée de limiter l'installation de nouveaux étrangers, avec pour conséquence une part croissante de migrations illégales.
- 4 Qu'ils soient désormais ressortissants de l'UE ou bien laissés à la marge de celle-ci, les migrants se trouvent dès lors pris dans des ensembles de contraintes qui apparaissent comme inédits par de nombreux aspects. Ce sont ces aspects, qu'ils soient législatifs, sociaux, d'ordre économiques ou encore politiques, qu'un certain nombre de communicants se sont attachés à rendre intelligibles à travers de nombreux cas d'étude et selon des approches et des disciplines diverses au cours de ces rencontres et qui sont partiellement présentés dans les articles de ce numéro.
- 5 Dans le même temps, cette donne nouvelle ouvre la porte à des pratiques innovantes de la part de migrants qui, semble-t-il, ont aujourd'hui plus de facilité à rester inscrits

dans la mobilité. S'ancrant alors dans des espaces socio-économiques différenciés, ils tirent avantage de multiples opportunités, fussent-elles précaires, sur des espaces territoriaux de plus en plus vastes et partagent alors leur existence entre leur région d'origine et les espaces où ils s'arrêtent, souvent temporairement, pour travailler. Il convient alors d'interroger l'articulation entre contraintes et opportunités qui conditionnent l'existence même de ces mouvements.

- 6 Lors de ces journées, nous avons choisi de mettre l'accent sur les situations les plus équivoques de mise au travail des migrants, où se conjuguent pénibilité du travail, opacité relative des situations au regard de la loi et forte précarité de l'emploi (prostitution, agriculture, travail domestique, bâtiment...). Ce choix ne résulte pas d'un parti pris misérabiliste mais du postulat selon lequel ce sont dans ces interstices fragiles, et de part leur fragilité même, que se construisent et se testent les formes les plus avancées de dérégulation du travail et que les relations employeurs-employés se redessinent. Face aux réalités de terrain, le clivage entre les catégories légal / illégal ou formel / informel sont ainsi mises à mal pour laisser la place à des continuums dans lesquels les rapports de pouvoirs jouent sur différents leviers.
- 7 Le nombre important de communications de qualité nous a conduits à publier des sélections d'interventions dans des supports différents : des travaux concernant la main-d'œuvre étrangère agricole sont parus sous la direction de Bénédicte Michalon et Alain Morice dans un numéro de la revue *Etudes rurales* (n°182) ; plusieurs articles vont être rassemblés par Alain Morice et Swanie Potot dans un ouvrage à paraître aux éditions Karthala à l'automne 2009 (titre pressenti : De l'ouvrier sans-papiers au travailleur détaché : les migrants dans la modernisation du salariat) ; enfin, le présent numéro des *Cahiers de l'Urmis* présente des recherches menées en Europe occidentale et orientale, dans lesquelles la dimension de genre intervient souvent (mais pas exclusivement) et qui s'intéressent à de véritables niches d'emploi, dans le sens de Waldinger, presque réservées à des travailleurs précaires étrangers. Afin de considérer la migration dans sa dimension transnationale, il nous a paru important de retenir également deux textes qui traitent de la question des migrations transeuropéennes telles qu'elles sont vécues et traitées dans leur pays d'origine.
- 8 L'interdisciplinarité de ce numéro permettra au lecteur d'aborder la question des nouvelles migrations à travers des théories et des approches différentes, témoignant ainsi de la richesse de ce domaine.

AUTEURS

SWANIE POTOT

Chercheuse CNRS, Université de Nice Sophia-Antipolis, Unité de recherches « Migrations et société » (URMIS)

CYRIL LAUDANSKI

Doctorant, Université Aix-Marseille I, Institut d'ethnologie méditerranéenne et comparative
(Idemec)